

BOUIRA

Les entrepreneurs s'organisent

Une aubaine pour les entrepreneurs de la wilaya de Bouira : la constitution d'une fédération de wilaya affiliée à l'Union générale des entrepreneurs algériens (UGEA) qui a été le prélude à une première rencontre tenue jeudi dernier à la salle Mohamed-Issiahkem pour débattre de leurs problèmes et essayer de transmettre leurs préoccupations à leur bureau national représenté par son président, Abdelmadjid Dennouni.

Cette rencontre, marquée par la présence du wali et du P/APW, a été l'occasion pour le premier magistrat de la wilaya de rencontrer pour la première fois les entrepreneurs de Bouira venus de divers horizons, mais aussi pour le P/APW, Gaci Abdelkader, de rassurer les entrepreneurs de son soutien et de les appeler à se rapprocher de l'APW pour exposer les problèmes auxquels ils sont confrontés vis-à-vis de l'administration.

D'ailleurs, cet appel qui a été auparavant placé au niveau des 45 communes de la wilaya à l'initiative du P/APW, le wali a essayé de le récupérer en appelant également les entrepreneurs à venir à n'importe quel moment le voir et que les portes de son bureau sont ouvertes. Là, le wali a certainement oublié qu'il est là depuis 7 ans et qu'il n'a jamais fait cet appel auparavant.

Cela étant et pour revenir au P/APW, lors de son intervention, il a clairement déclaré que 98% de projets au niveau de la wilaya sont, soit non lancés, soit infructueux, soit mis en veille. Poursuivant son réquisitoire sans complaisance et sans trop tarder, le P/APW dira que le manque de logements est flagrant, que le chômage a atteint des proportions alarmantes et qu'il y a beaucoup de business dans cette wilaya. Aussi, appela-t-il tous les

entrepreneurs qui auraient rencontré des embûches à se rapprocher de l'APW. Cette intervention très applaudie par les présents, le wali ne l'avait pas entendue car il était déjà sorti. Sorti après avoir débité un discours hors sujet sur les atouts de développement de la wilaya en s'attardant sur l'agriculture, les barrages et l'AEP, les routes... avant de dire aux entrepreneurs que les portes de son bureau sont toujours ouvertes... Cela étant et parlant des problèmes des entrepreneurs algériens en général, le président de l'UGEA a rappelé les principaux points débattus avec le gouvernement lors de deux conseils interministériels, notamment la hausse des prix des matériaux de construction et les contraintes rencontrées par certains entrepreneurs.

A ce sujet, Abdelmadjid Dennouni dira que le gouvernement a promis de prendre les choses en main rapidement, surtout pour le ciment dont les prix se sont stabilisés autour de 460 DA le quintal après la réouverture des 12 cimenteries existantes à l'échelle nationale ; alors que pour le rond à béton, l'UGEA attend les propositions du ministre avant la fin du mois d'avril. Un autre problème a été également soulevé et concerne la publication de l'indice du coût de la construction duquel sont tirés les

coefficients de révision des prix contractés. Aussi, sur ce point, le président de l'UGEA considère que même si l'indice du dernier trimestre 2007 est publié, il s'attend à ce que, comme l'avait suggéré le ministre, il y ait après les augmentations vertigineuses des matériaux ainsi que les augmentations des salaires, un coefficient forfaitaire conséquent de révision des prix contractés pour l'année en cours.

Et pour avoir une idée sur ce coefficient, un entrepreneur qui intervenait lors des débats, avait expliqué logiquement quelques données : il dira que depuis 2000 à 2007, le prix au mètre carré est passé de 13 600 à 23 600 DA, ce qui donne une augmentation de 73%, donc un coefficient de révision de 11 % par an.

A ce taux, il faudrait ajouter celui de 4% pour la dévaluation du dinar, ce qui donne un coefficient annuel de 15%. Or, de 2007 à 2008, les prix administrés sur le marché sont passés de 23 600 à 32 500 DA, ce qui donne un coefficient de 38%, un taux qui se rapproche de la réalité et qui est demandé par les entrepreneurs.

Et pour étayer ses dires, cet intervenant rappelle la décision du ministre de revoir le plafond du LSP de 2 millions de dinars à 2,8 millions de dinars, une augmentation de... 40% et l'aide à l'habitat rural qui est passée de 50 millions à 70 millions de centimes ; soit une augmentation de... 40%. Enfin, pour revenir au président de l'UGEA, celui-ci parlera également de la nécessité de revoir le code des marchés et l'alléger afin que tous les entrepreneurs même les nouveaux diplômés puissent soumissionner et se lancer dans cette aventure. L'administration ne doit plus exiger de l'entrepreneur

d'avoir des engins et des camions car celui-ci pourra les louer sans toutefois les acheter ; elle ne doit plus exiger la situation assainie auprès de la Cnas, la Casnos, etc. car l'entrepreneur se trouve souvent otage des situations impayées de l'administration et enfin, l'entrepreneur ne doit pas également être forcé à verser la caution de garantie qui est parfois faramineuse.

Un autre problème est évoqué, celui de la pénalisation de toute entreprise qui recruterait une main-d'œuvre hors du bureau de main-d'œuvre ; «une mesure contraire à la libre entreprise reconnue par l'OMC et le FMI», selon le président de l'UGEA. En somme, les entrepreneurs présents à cette rencontre ont pu jeter le premier jalon d'une véritable concertation afin de travailler dans de bonnes conditions, échapper à la mainmise de quelques entreprises qui s'accaparent tous les marchés, et surtout pouvoir prétendre équitablement aux marchés, loin de toute pression ou marchandage et ce, comme le dira le président de l'UGEA, «afin que l'ambitieux programme du président de la République lancé à travers le pays, dont le million de logements, puisse être atteint avec le concours de tout le monde ; entrepreneurs, élus et administration».

Pour leur part, les entrepreneurs présents s'engagent à l'unisson d'achever le programme de logements affecté à la wilaya de Bouira avant la fin du premier trimestre 2009 pour peu que les responsables au niveau du ministère répondent rapidement à leurs doléances surtout celle concernant la révision des prix selon un coefficient adéquat pour chaque année depuis 2001.

Y. Y.

ORGANISATION NATIONALE DES ENFANTS DE MOUDJAHIDINE DE SIDI-BEL-ABBÈS

Retrait de confiance au secrétaire communal

Dans un communiqué adressé à la Maison de la presse dans la journée de dimanche dernier, l'Organisation nationale des enfants de moudjahidine rend publique sa décision de retrait de confiance au secrétaire communal des Amarnas (SBA) et de gel du bureau communal à travers un procès-verbal rédigé à l'issue d'une réunion en date du 22 mars 2008.

Dans leur communiqué, les enfants des moudjahidine justifient leur décision par les agissements de M. Yekrou Yahia, secrétaire communal, lui reprochant la marginalisation des rangs des enfants des moudjahidine, sa négligence dans l'accomplissement de sa mission en tant que représentant de l'organisation locale, ses nombreux écrits et communiqués parus dans les journaux portant des accusations graves à l'encontre des autorités dont le wali sans pourtant fournir des preuves.

Devant ces dépassements, l'organisation a décidé de geler le bureau communal et de retirer sa confiance au secrétaire incriminé lui demandant par la même occasion la remise des sceaux et cachet.

A. M.

SITUATION DE CRISE À L'EMIS DE SAÏDA 166 travailleurs sans salaire depuis 3 mois

Depuis la décision de privatiser l'entreprise des eaux minérales de Saïda (EMIS), prise en janvier 2008 par le comité de participation en présence des travailleurs de l'entreprise, d'un huissier de justice et des instances locales de l'UGTA de Saïda, la situation ne cesse de se dégrader au sein de cette entreprise, jadis un fleuron.

Ces travailleurs au nombre de 166 affirment qu'ils n'ont pas perçu leur salaire depuis trois mois et s'interrogent sur le silence observé par l'entreprise privée YAC (Sétif) qui a promis d'investir 66 milliards 600 millions de centimes tout en apurant les dettes de l'entreprise, estimées à 24 milliards de centimes.

Rien n'est venu éclairer ni la situation de leur entreprise ni leur sort. «Nous ne sommes pas contre la privatisation de notre entreprise qui est notre gagne-pain bien qu'elle ait été bradée mais nous sommes prêts à relever le défi», ont déclaré des employés de cette entreprise.

M. B. Amine

Présélections pour les 3^{es} Olympiades nationales des métiers

Dans le but de traduire les orientations politiques de l'Etat et pour être en relation directe avec le monde du travail, selon le programme de réforme élaboré par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, le coup d'envoi pour la participation aux troisièmes olympiades nationales des métiers a été donné vendredi en fin d'après-midi par le wali au CLS de Saïda.

A cet effet, les lauréats sélectionnés aux compétitions locales prévues du 26 au 30 avril participeront aux olympiades régionales qui auront lieu du 24 au 28 mai dans les six régions du pays : Annaba, Sétif, Médéa, Ouargla, Alger et Sidi-Bel-Abbès, selon le chargé de la communication au niveau de la direction de wilaya de la formation professionnelle M. Benabdelhach.

Ces olympiades nationales organisées par la tutelle sous forme de compétition en trois étapes inciteront les jeunes à poursuivre leur formation et acquérir des compétences pour valoriser leur carrière professionnelle.

M. B. A.

AUTOROUTE EST-OUEST

Les agents de sécurité de Todini protestent

Dimanche et dès les premières heures de la matinée, les agents chargés de la sécurité des chantiers de l'entreprise italienne Todini, qui réalise le tronçon de l'autoroute Est-Ouest entre Bouira et Adjiba, ont observé deux heures d'arrêt en fermant le portail principal du siège de l'entreprise, pour protester contre les conditions de travail.

D'après certains agents que nous avons trouvés sur le site dans l'après-midi, les problèmes auxquels ils sont confrontés consistent

en leur non-déclaration à la Sécurité sociale depuis plusieurs mois par la société de gardiennage qui les a recrutés, à savoir Visil Groupe, laquelle société leur refuse, selon leurs dires, l'octroi de fiches de paie, se contentant de les payer comptant et à des jours différents pour chaque mois, l'inexistence d'allocations familiales, de primes et d'attestations de travail, sont autant de problèmes qu'ils avaient soulevés depuis deux semaines à la direction de cette société en envoyant des copies à la direction de Todini, au DOPS, à la brigade de gendarmerie et au P/APC d'El-Esnam.

Ne voyant rien venir, ces agents au nombre de 80 et qui travaillent avec le système 24h/22 ont décidé d'alerter les autorités à leur façon en

fermant le portail principal de l'entreprise Todini dimanche matin pendant deux heures. Après cette fermeture, seuls le P/APC et le chef de brigade se sont déplacés sur les lieux.

D'après nos interlocuteurs, aucun responsable de la wilaya ni celui de la société de gardiennage n'a daigné faire le déplacement pour écouter leurs doléances. Aussi, ont-ils décidé de donner un ultimatum de quatre jours, jusqu'à mercredi, aux responsables de cette société pour répondre à leurs doléances. Faute de quoi, d'autres actions de protestation, à savoir un sit-in quotidien sur site, sera observé par tous les agents sans exception et ce, jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Y. Y.

INFRASTRUCTURES SPORTIVES À ANNABA

Deux importants projets en souffrance

Lancés il y a une vingtaine d'années, les travaux de la piscine olympique du complexe sportif du 19-Mai ne sont toujours pas achevés malgré les moyens financiers engagés jusqu'ici.

Le constat a été établi par le directeur exécutif de la wilaya de Annaba lors d'une visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée mercredi dernier sur le chantier. Un manque de coordination entre les bureaux d'études successifs et les entreprises chargées de la réalisation du projet serait à l'origine de ce retard.

Ainsi de reculades en hésitations, de faux prétextes en arguties et de surévaluation en surévaluation du montant prévu, cette piscine tarde à être mise à la disposition des sportifs adeptes de la natation. L'actuelle direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya ne sait plus à quel saint se vouer pour clore définitivement ce dossier dont elle a

hérité. D'où cette tendance à limiter ses interventions en matière d'infrastructures sportives à la réalisation de terrains de proximité aussitôt livrés à la dégradation au lendemain de leur livraison. Le contenu du bilan des activités de la wilaya en 2007 en matière de réalisations ou de lancements des projets en est révélateur.

A l'important retard mis dans la réalisation de la piscine s'ajoute celui de la réhabilitation du Centre régional d'éducation physique et sportive de Seraïdi. Il s'agit d'une opération centralisée qui ne semble pas être inscrite dans les préoccupations du ministère de la Jeunesse et des Sports. Sinon comment justifier ce qui s'apparente à une véritable dilapidation des deniers

publics engagés dans cette dernière opération. Outre les dépenses à fonds perdus durant des années pour la rénovation du siège de l'administration et l'hébergement, les équipements sportifs et autres (litières, cuisines, ameublement...) déposés sur le site ont disparu ou ont été dégradés. Ils ont été acquis ou supposés comme tel avec des dépenses se chiffrant à plusieurs centaines de millions de dinars, selon l'argument galvaudé. Cette situation serait le résultat de l'occupation des lieux par des familles de Ain Barbar (Seraïdi) fuyant les terroristes durant la décennie noire.

A la DJS, M. Khraïf, le premier responsable, se refuse à tout commentaire sur le dossier du CREPS de Seraïdi. Il a tout de même tenu à préciser : «Il n'y a pas eu de disparition d'équipements comme on le laisse entendre. Ceux dont il est question sont des carcasses de cui-

sinières en inox réformées en conformité avec la loi. Je dois dire que le projet de rénovation du CREPS est une opération centralisée. Elle a été prise en charge par la wilaya qui a lancé une procédure de transfert du dossier actuellement en cours de finalisation. Sa prise en charge locale relancera sérieusement les travaux.» Rappelons que depuis sa création à la fin des années 1970 et jusqu'à la fin des années 1980, le CREPS de Seraïdi était utilisé pour le regroupement des équipes nationales des différentes disciplines sportives. Il avait fait le bonheur des équipes de football du championnat national et de plusieurs formations étrangères dans le cadre de stages bloqués de préparation.

Aujourd'hui, il s'est transformé en cimetière des illusions perdues des sportifs algériens.

A. Djabali